

Route de Muret Gouze à Mont
Route Barrée / Déviation, en agglomération

Le Maire de la commune de MONT,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R411-5, R411-8, R441-25 et R414-4 à R414-16 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU la demande de l'entreprise DEUMIER TP;

Considérant qu'en raison de travaux d'assainissement au niveau de la route de Muret Gouze, effectués par DEUMIER TP, il y a lieu d'interdire momentanément la circulation sur cette voie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du 24/09/2021 de 8h00 à 17h00 inclus, date prévisionnelle de fin de travaux sur la route de Muret Gouze parking de l'église, à l'intersection de la route de muret et route du Bourg, la circulation sera interdite.

Déviations mises en place route de la Géoule Gouze puis route du bourg Gouze.

Article 2 : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation de restriction, de protection du chantier et de déviation est à la charge et sous la responsabilité du pétitionnaire.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de MONT.

Article 5 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- au pétitionnaire

A Mont, le 23 septembre 2021

Le Maire,

Jacques CLAVÉ

